

[Analyse] Face à la menace Trump, aux armes Européens ! Neuf pistes pour réagir (v2)



(B2) L'hypothèse d'un retour de Donald Trump n'est pas une simple supputation aujourd'hui. Et ses remontrances à l'égard de l'OTAN et des Européens toujours aussi vives. Les Européens doivent se prendre par la main et réagir. De l'aide à l'Ukraine au parapluie nucléaire, les Européens doivent apprendre l'autonomie pour pouvoir dire demain à Washington : *Europa First* !



L'air martial de Donald Trump en campagne (Photo : DonaldJTrump web)

Ce qu'a dit Trump, comment l'interpréter

Lors d'un meeting samedi (10 février) à Conway en Caroline du Sud, Donald Trump a repris sa petite rengaine : faire payer les Européens. Il faut cependant bien écouter l'intégralité du passage, et non deux petites phrases reprises partout. Il ne parle pas au futur mais au passé.



https://youtu.be/_Op6yeSXYo

Tu ne paies pas, tu n'es pas protégé

Que dit Trump ? : « L'OTAN était détruite jusqu'à ce que j'arrive. J'ai dit : tout le monde doit payer. Ils m'ont dit : well et si nous ne payons pas, est-ce que tu vas quand même nous protéger. J'ai dit :

Absolument pas ! Ils n'arrivaient pas à le croire. (...) L'un des présidents d'un grand pays m'a alors demandé : Si nous ne payons pas et que nous sommes envahis par la Russie, nous protégeriez-vous ? m'a-t-il demandé. Je lui ai répondu : Vous n'avez pas payé, vous êtes défaillant. (Et bien) Non, je ne vous protégerais pas. Je les encouragerai même à vous attaquer. Vous devez payer votre factures » (1).

Jens, mon plus grand fan

Donald Trump ne s'arrête pas là. « Et, là, l'argent a afflué ! (...) Des centaines de milliards de dollars ont été injectés dans l'OTAN. Et c'est pourquoi ils ont de l'argent aujourd'hui, grâce à ce que j'ai fait ! ». L'évolution est réelle c'est vrai (2). Mais elle n'est pas vraiment due à Donald Trump, mais plutôt à Vladimir Poutine et l'offensive russe en Ukraine. Mais D. Trump n'en a cure. Le secrétaire général de l'OTAN, « Jens Stoltenberg, qui est un de mes plus grand fans, (me l'a dit) : tous mes prédécesseurs sont arrivés, ont fait un discours (...). Et c'est tout. (Moi) j'y suis arrivé ». Avec un argument massue répète-t-il : « Soit vous payez la facture, soit vous n'avez aucune protection, c'est très simple » !

Les Européens doivent payer pour l'Ukraine

Un exemple destiné à justifier sa position sur l'Ukraine. « Pourquoi devons-nous payer 200 milliards de \$. Là où les Européens ne paient que 25 milliards \$ ». Une comparaison chiffrée évidemment fautive (comme souvent avec Donald Trump) qui compare d'un côté l'aide totale américaine (civile, humanitaire, militaire) à la seule aide militaire européenne. Et encore, il ne comptabilise que l'aide des États membres (pas celle de l'UE). Or, au total, les États membres et l'Union européenne ont apporté plus de 85 milliards € en aides diverses entre 2022 et 2023 (soit environ 92 milliards \$), dont environ 28 milliards € d'aide militaire. Et cette aide se montera à plus de 150 milliards € (soit environ 162 milliards \$).

Un coup de vantardise ?

On pourrait donc qualifier ce propos d'éruption verbale ou de simple propos de campagne. Un coup de vantardise en plus. Certes. Mais elle répond à une doctrine constante du candidat à la présidence qui semble incontestée dans son camp : l'Europe doit payer. Ce n'est pas nouveau dans la bouche du leader républicain. Il a été régulier des coups de sang (cf. encadré). Et de comparaisons chiffrées parfois faussées (lire : [Où en est l'objectif de 2% de l'OTAN ? Trump dit-il vrai ?](#)). Même si, sur le fond, il n'a pas tort : les Européens ne doivent-ils pas prendre en charge leur propre sécurité.

Un risque d'instabilité

Au-delà des mots, qu'on y croit ou pas, cet argument de marchand de tapis présente cependant un risque sérieux pour l'Alliance : l'instabilité. Dans un monde où la Russie observe tout signe intangible de faiblesse, cela pourrait apparaître comme un feu vert notable à toute tentative de déstabilisation de pays à sa bordure. Une brèche dans l'[article 5 du Traité de l'Atlantique Nord](#), c'est-à-dire la clause de défense mutuelle.

Neuf pistes pour réagir

Une réaction s'impose du côté européen. De façon vigoureuse, politique, technique et militaire.

1. S'affirmer vis-à-vis des USA : Europe First !

Les Européens doivent sans tarder se cuirasser face à de telles attaques, démontrer qu'ils en font autant que les Américains, voire porter le fer en mettant en garde les Américains contre une baisse de leur aide. Face à un Trump vociférant, le calme placide ne suffit pas. Il faut passer à la contre-attaque verbale. De façon précise, en mettant les Américains aujourd'hui face à leurs responsabilités. Ce sont eux aujourd'hui qui tergiversent sur l'aide à l'Ukraine, pas les Européens. Le temps des hésitations européennes lors de l'ère Trump 2017-2021 doit être révolu. L'argument "ne fâchons pas les USA", ne pèse plus grand chose face aux agitations de la politique intérieure américaine. Les Européens doivent renverser le slogan fétiche de Donald Trump : Europa First !

2. Oser l'autonomie, prendre le pouvoir à l'OTAN

Les Européens devront apprendre à se passer des Américains, ne serait-ce que parce que leur protection, leur engagement dans la solidarité transatlantique sera désormais conditionnel, au moins en paroles. Cela signifie une révolution accélérée des instruments européens de défense. Peu importe en soi qu'ils passent par le biais de l'Union européenne ou d'un éventuel pilier européen de l'OTAN, voire en multinational, les Européens devront agir de façon plus groupée s'ils veulent à la fois peser et apparaître comme une force dissuasive côté russe et ne pas dépendre du bon vouloir américain. Les Européens devront aussi se préparer à occuper des postes majeurs dans l'Alliance. Pourquoi le poste de commandement suprême (SACEUR) ne serait-il pas occupé par un Européen ?

3. Faire passer le soutien à l'Ukraine sous égide européen

L'organisation de l'aide pour l'Ukraine ne devrait pas être organisée sous l'égide de l'OTAN, comme l'a proposé Jens Stoltenberg dans le [Handelsblatt](#). C'est une très mauvaise idée. Elle ne résoudrait pas du tout le questionnement américain sur le partage des charges. Elle serait à la merci du moindre veto (américain, turc ou hongrois).

Une possibilité intelligente serait de passer l'actuelle coopération multinationale (le groupe Ramstein) sous la direction de l'UE. Cela permet de bien décompter ce que chacun donne et évite les raccourcis à la Trump. Les Européens pourraient réfléchir à étendre leur dispositif à leurs partenaires européens. Ce qui n'est pas très compliqué. La Norvège en fait déjà partie à moitié (Oslo a contribué à la Facilité européenne pour la paix pour [EUMAM Ukraine](#) et est partie prenante du fonds européen de défense). Rien n'interdirait de le faire pour le Royaume-Uni voire pour le Canada (qui tous les deux sont déjà associés à certains projets de la PESCO).

Aux esprits chagrins qui diront, oui mais c'est compliqué, on pourra répliquer : rien de plus simple. Il suffit de faire du soutien militaire à l'Ukraine un des projets de la coopération structurée permanente (PESCO). Ce qui aurait l'avantage au passage d'éliminer toute tentation de veto (ex. Hongrie). Comme de pouvoir stimuler les différents financements (communautaires et intergouvernementaux, voire extérieurs à l'UE) et de rassembler les différents clusters d'aide (artillerie, aviation, maritime, etc.).

4. Décider plus vite, mettre fin aux querelles

Les Européens devront apprendre à décider de façon plus rapide et plus franche. Ce qui était le cas au début de l'offensive russe en février 2022 s'est singulièrement ramolli depuis l'été dernier. Les 27 semblent être revenus à leur défaut principal : procrastiner ! Ainsi la proposition du haut représentant de l'UE de mettre cinq milliards de plus dans la facilité européenne pour la paix, proposée en juillet 2023,

n'est toujours pas adoptée. Et ce n'est pas la faute de la Hongrie, contrairement à ce que d'aucuns disent, mais des plus gros États membres, France et Allemagne en premier lieu (lire : [\[Exclusif. Fonds d'assistance à l'Ukraine : ce qui passe, ce qui bloque\]](#)). Le couple franco-allemand doit résolument apurer toutes ses dissensions internes.

5. Résoudre la question de la préférence européenne

Cette question revient à chaque discussion sur un instrument européen. Faut-il acheter "sur étagères", là où le matériel est disponible et efficace ? Ou faut-il privilégier la base industrielle européenne ? Les tenants de chaque position ont des arguments très intelligibles (la France n'a-t-elle pas acheté un moment des *Reaper* faute d'autres matériels). Il faut arriver à dépasser cet antagonisme. Une des solutions pourrait passer par une interaction plus forte des gros groupes européens (Airbus, Thales, Mbd, ...) dans les pays de l'Est européen. A l'image de Rheinmetall en Slovaquie. Une sorte de ruissellement industriel qui ferait que chaque État membre se sentirait davantage concerné. Pourquoi pas reprendre le projet d'un actionnariat polonais dans Airbus ?

6. Utiliser pleinement les instruments existants

Il va falloir ainsi utiliser pleinement les instruments européens existants, telle l'agence européenne de défense, qui devra être transformée en une vraie agence d'acquisition européenne. Il faudra ne plus avoir peur également de prioriser certaines productions. Quitte à briser quelques tabous libéraux. La Commission européenne l'avait pourtant proposé sous l'égide du commissaire Thierry Breton dans le cadre de [l'acte de soutien à la production de munitions \(ASAP\)](#). Les États membres l'avaient refusé. Une erreur.

7. Développer d'autres outils européens

Il y a aujourd'hui un fonds européen de défense pour la recherche et le développement et un autre instrument pour les acquisitions en commun (EDIRPA et ASAP). Les financements ne manquent donc pas. Mais il reste de singulières lacunes. Il n'y a pas un dispositif de soutien à un État désireux de se doter de stocks sur un segment sensible et lacunaire (drones, etc.) qui pourrait être mis à disposition des autres États membres (sur le modèle de RescEU en matière de protection civile). Il manque aussi un instrument (assemblant financement, prêts, dons de matériels d'occasion, maintenance, formation...) permettant d'avoir une offre complète permettant à un État d'acheter auprès d'un industriel à l'image du FMS américain (Lire : [Ne faut-il pas un FMS européen ?](#)) . Pourquoi ne pas les développer, dans une optique d'aider l'Ukraine mais aussi pour assister les États membres à reconstituer leurs équipements...

8. Se doter d'un parapluie anti-missiles et nucléaire européen

Il faudra sans doute briser ce tabou. L'idée d'étendre le parapluie nucléaire français — évoquée par Emmanuel Macron de façon subliminale en Suède — devrait être une possibilité à étudier rapidement et concrètement avec des pays volontaires. Non pas discrètement comme on pourrait croire, mais de façon visible afin que Russes comme Américains sachent que les Européens en sont capables et le financent. Berlin et Varsovie pourraient en être les premiers bénéficiaires. Dans le même esprit, la France devrait cesser de faire de la résistance au projet de défense anti-missiles lancé par les Allemands (*European Sky Shield Initiative*). Les deux dispositifs sont en effet pleinement compatibles.

9. Des bases permanentes de puissance européenne ?

Enfin, les Européens pourraient réfléchir à transformer leur présence par rotation au titre des forces de l'OTAN dans des bases militaires permanentes de puissance dans les pays les plus proches de la Russie (3). Pourquoi pas une base maritime à Constanza (Roumanie) et une base terrestre entre Pologne et Lituanie, près du couloir de Suwalki ? Il serait aussi utile de prévoir une présence en Moldavie face aux forces russes de Transnistrie. Cela a un coût et oblige de mobiliser des troupes et moyens. Mais c'est une présence tout autant dissuasive que celles des Américains si les Européens veulent bien s'en donner la peine.

(Nicolas Gros-Verheyde)

1. Le président américain confond (comme toujours) la contribution à l'OTAN que tout les pays paient, au prorata de leur produit intérieur brut et la contribution à la défense euro-atlantique, c'est-à-dire les budgets de défense. Ce qui est une autre histoire.
2. Selon l'analyse de B2 basée sur les dernières statistiques publiées par l'Otan, onze pays de l'Union européenne avaient soit dépassé la barre des 2%, soit en étaient proches ($\pm 1,90\%$) en 2023 (lire : [\[Décryptage\] Les dépenses de défense des Alliés montent en flèche](#))
3. Le simili accord Gorbatchev - Baker de non mise en place de bases permanentes dans les pays d'ex Europe de l'Est ne concerne que les Américains et les Russes (l'OTAN). En aucune façon, des accords bilatéraux entre des pays européens...

Lire aussi : [\[Analyse\] L'Europe joue toujours en seconde division dans la défense. Paradoxal dans un contexte troublé \(2023\)](#)

Pour se rappeler l'époque Trump 2016-2020

- [Je n'en ai rien à f... d'être populaire en Europe. Les Européens doivent payer - Trump](#) (juillet 2019).
 - [Sommet de l'OTAN : Trump, ses diatribes, ses tweets](#) (juillet 2018)
 - [Quand Donald II \(Tusk\) rappelle à Donald Ier \(Trump\) quelques vérités](#) (juillet 2018)
 - [Le double avertissement du chef de l'OTAN à Donald Trump et aux Européens \(entretien exclusif avec Jens Stoltenberg\)](#) (novembre 2016)
 - [Trump fera-t-il décoller la défense européenne ? Pas sûr...](#) (novembre 2016)
 - [L'Amérique "en premier", de Trump. Pour l'Europe, un certain langage de la vérité](#) (octobre 2016)
-

Mis à jour - précisions apportées sur les chiffres de l'aide européenne à l'Ukraine et des budgets de défense de l'OTAN